

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 26 janvier 2022
(Convocation du 21 janvier 2022)

Aujourd'hui, le vingt-six janvier deux mille vingt-deux à 15h, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, en vertu du chapitre II du règlement intérieur et selon la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Étaient présents en visioconférence :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet

Secrétaire de séance :

Mme Dominique Degos

OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise - Avenant n° 1

Exposé des motifs :

Le nombre de crues importantes ayant affecté les communes de Tartas et Audon depuis le dépôt du dossier de candidature PAPI en novembre 2019 a amené les acteurs du territoire à reconsidérer le périmètre du projet notamment pour permettre la mise en place de l'accompagnement au lancement d'actions de réduction de vulnérabilité, et plus généralement l'intégration de ces deux communes aux actions du PAPI qui peuvent être étendues à ces deux communes sans évolution organisationnelle notable (les actions non opérationnelles relatives à la sensibilisation de la population, la prise en compte du risque dans les documents de planification urbaine, la réduction de la vulnérabilité...)

Les enjeux sont principalement situés dans le centre-ville de Tartas - essentiellement de l'habitat et des activités économiques. L'objectif, dans un premier temps est de se rattacher aux actions déjà prévues dans le PAPI, sans modification du cadre financier en vigueur dans la convention initiale.

Au regard de la situation, les collectivités concernées (EPCI-FP, communes, EPTB) ont délibéré favorablement quant à l'extension du périmètre du PAPI à ces deux communes supplémentaires. Le comité de pilotage du PAPI a également validé cette extension en séance du 28 avril 2021.

Des actions relatives à ce territoire pourront être envisagées par la suite et, le cas échéant, seront proposées dans le cadre des suites du bilan à mi-parcours du PAPI. Pour ce qui concerne les actions de réduction de la vulnérabilité, l'intégration des deux communes est réalisée en complémentarité avec le dispositif exceptionnel « Mieux reconstruire après les inondations » (MIRAPI) mis en place sur certaines communes du département des Landes, dont la mise en œuvre est prévue sur une durée limitée (2022-2023).

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise signée le 16 septembre 2020,
Vu la délibération n°CMF08/2021 en date du 18 mars 2021 de l'EPTB approuvant le principe d'intégration des communes d'Audon et de Tartas dans le périmètre du PAPI,
Vu la délibération n°21-03-28 en date du 18 mars 2021 de la communauté de communes du Pays Tarusate approuvant le principe d'intégration des communes d'Audon et de Tartas dans le périmètre du PAPI,
Vu la délibération en date du 30 mars 2021 de la commune d'Audon approuvant le principe d'intégration des communes d'Audon et de Tartas dans le périmètre du PAPI,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Vu la délibération n°7 en date du 13 avril 2021 de la commune de Tartas approuvant le principe d'intégration des communes d'Audon et de Tartas dans le périmètre du PAPI,
Considérant les inondations importantes survenues sur les années 2020 et 2021 sur la Midouze,
Considérant l'avis favorable du comité de pilotage réuni le 28 avril 2021 relatif à l'intégration des deux communes au périmètre du PAPI,
Considérant la demande adressée à l'État en date du 5 août 2021 relative à l'intégration des communes d'Audon et de Tartas dans le périmètre du PAPI,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- de valider les termes de l'avenant n°1 à la convention cadre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise, tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 26 janvier 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

**AVENANT N° 1 A LA CONVENTION - CADRE RELATIVE
AU PROGRAMME D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS
DE L' AGGLOMERATION DACQUOISE**

Entre

L'État, représenté par Madame Françoise TAHÉRI, préfète des Landes, préfète pilote de la démarche, sur désignation du préfet de la région Occitanie, coordonnateur du bassin Adour-Garonne

Et

La communauté de communes du Pays Tarusate, représentée par Monsieur Laurent CIVEL en sa qualité de président de communauté de communes, habilité à cet effet par délibération du conseil communautaire n° XX en date du XXX ;

Et

Le porteur du projet de programme d'actions de prévention des inondations, l'Institution Adour, représentée par Monsieur Paul CARRÈRE en sa qualité de président de l'établissement public territorial de bassin (EPTB), habilité à cet effet par délibération n° XXX en date du 26 janvier 2022 ;

Ci-après désignés par « **les partenaires du projet** ».

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations complet (PAPI) de l'agglomération dacquoise s'inscrit dans la continuité de l'approbation de la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) du territoire à risque important d'inondation (TRI) de Dax. À travers sa mise en œuvre, et en déclinaison de la directive européenne de 2007 dite « directive inondation », ce PAPI porte des ambitions opérationnelles de sécuriser le système d'endiguement dacquois conformément aux études menées au préalable (notamment étude de danger relative à son classement, et analyses multicritères justifiant des choix retenus).

Il s'agit également de renforcer les connaissances sur le risque inondation sur le territoire, sensibiliser la population urbaine comme rurale au risque inondation, mener des actions de réduction de la vulnérabilité, renforcer la prise en compte du risque dans les documents de planification....

Ainsi, les actions du PAPI concernent l'ensemble des thématiques et axes du cahier des charges nationale PAPI 3.

Le nombre de crues importantes ayant affecté les communes de Tartas et Audon depuis le dépôt du dossier de candidature PAPI en novembre 2019 a amené les acteurs du territoire à reconsidérer le périmètre du projet notamment pour permettre la mise en place de l'accompagnement au lancement d'actions de réduction de vulnérabilité, et plus généralement l'intégration de ces deux communes aux actions du PAPI qui peuvent être étendues à ces deux communes sans évolutions organisationnelles notables (les actions non opérationnelles relatives à la sensibilisation de la population, la prise en compte du risque dans les documents de planification urbaine, la réduction de la vulnérabilité...)

Les enjeux sont principalement situés dans le centre-ville de Tartas - essentiellement de l'habitat et des activités économiques - et les mesures à mener ne concerneront pas les axes 6 et 7. L'objectif, dans un premier temps est de se rattacher aux actions déjà prévues dans le PAPI, sans modification du cadre financier en vigueur dans la convention initiale.

Au regard de la situation, les collectivités concernées (EPCI-FP, communes, EPTB) ont d'ores et déjà délibéré favorablement quant à l'extension du périmètre du PAPI à ces deux communes supplémentaires. Le comité de pilotage du PAPI a également validé cette extension en séance du 28 avril 2021.

Des actions relatives à ce territoire pourront être envisagées par la suite et, le cas échéant, seront proposées dans le cadre des suites du bilan à mi-parcours du PAPI. Pour ce qui concerne les actions de réduction de la vulnérabilité, l'intégration des deux communes est réalisée en complémentarité avec le dispositif exceptionnel « Mieux reconstruire après les inondations » (MIRAPI) mis en place sur certaines communes du département des Landes, dont la mise en œuvre est prévue sur une durée limitée (2020-2023).

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise signée le 16 septembre 2020,

Vu la délibération n°CMF08/2021 en date du 18 mars 2021 de l'EPTB approuvant le principe d'intégration des communes d'Audon et de Tartas dans le périmètre du PAPI,

Vu la délibération n°21-03-28 en date du 18 mars 2021 de la communauté de communes du Pays Tarusate approuvant le principe d'intégration des communes d'Audon et de Tartas dans le périmètre du PAPI,

Vu la délibération en date du 30 mars 2021 de la commune d'Audon approuvant le principe d'intégration des communes d'Audon et de Tartas dans le périmètre du PAPI,

Vu la délibération n°7 en date du 13 avril 2021 de la commune de Tartas approuvant le principe d'intégration des communes d'Audon et de Tartas dans le périmètre du PAPI,

Considérant les inondations importantes survenues sur les années 2020 et 2021 sur la Midouze,

Considérant l'avis favorable du comité de pilotage réuni le 28 avril 2021 relatif à l'intégration des deux communes au périmètre du PAPI,

Considérant la demande adressée à l'État en date du 5 août 2021 relative à l'intégration des communes d'Audon et de Tartas dans le périmètre du PAPI,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

Article 1 - Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie la convention-cadre du 16 septembre 2020 pour prendre en compte les évolutions induites par l'extension du périmètre du projet aux communes d'Audon et de Tartas.

Les articles modifiés de la convention cadre sont les suivants :

- Article 1 « Périmètre géographique du projet », remplacé par l'article 2 du présent document ;
- Article 3 « Cadre juridique », remplacé par l'article 3 du présent document.

Les annexes suivantes de la convention cadre sont modifiées :

- Annexe 1 « Liste des communes et EPCI-FP », remplacée par l'annexe 1 du présent document ;
- Annexe 7 « Composition des comités de pilotage et technique », remplacée par l'annexe 2 du présent document.

Les articles 2, 4 à 17 de la convention du 16 septembre 2020 sont reconduits dans les mêmes termes.

Article 2 - Périmètre géographique du projet

Le présent article annule et remplace l'article 1 de la convention cadre.

Le projet concerne la partie aval du bassin versant de l'Adour. Le territoire se situe en totalité en région Nouvelle-Aquitaine, dans le département des Landes. Son périmètre s'appuie sur ceux de la SLGRI et du TRI, étendu à quelques communes supplémentaires. Le périmètre du projet s'étend sur 28 communes réparties dans 4 EPCI-FP.

L'annexe 1 de la convention cadre concernant la liste des communes concernées est remplacée par l'annexe 1 du présent avenant.

Article 3 - Cadre juridique

La liste des principaux textes applicables cités à l'article 3 de la convention cadre du 16 septembre 2021 est mise à jour dans le cadre de l'avenant pour tenir des évolutions réglementaires intervenues.

La principale évolution concerne le cahier des charges national, dont une révision est intervenue en janvier 2021.

1. Directive européenne n°2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation ;
2. Stratégie nationale de gestion des risques d'inondation arrêtée le 7 octobre 2014 ;
3. Plan de gestion des risques d'inondation du bassin Adour Garonne ;
4. Stratégies locales de gestion des risques d'inondation du TRI de DAX approuvée le 15 décembre 2016.
5. Code de l'environnement, notamment les articles L. 561-1 et suivants ;
6. Décret n° 2018-514 du 25 juin 2019 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.
7. Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour Garonne ;
8. Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau Adour amont, et Midouze
9. Cahier des charges « PAPI 3 2021 » et instruction ministérielle du 10 mai 2021 relative à sa mise en œuvre ; les dispositions générales du cahier des charges PAPI 3 2017 continuent de s'appliquer, notamment en matière de financement de l'animation du PAPI. Les simplifications administratives apportées par la révision de janvier 2021 sont applicables au présent avenant, notamment la simplification des modalités de validations du présent document.

Fait le
A

Le président de la communauté de communes du
Pays Tarusate

Fait le
A

La préfète des Landes

Laurent CIVEL

Fait le
A

Le président de l'Institution Adour

Françoise TAHÉRI

Paul CARRÈRE

Annexe 1

Liste des communes et EPCI-FP

Liste des communes et des EPCI-FP :

Communauté d'agglomération du Grand Dax

Angoumé
Candresse
Dax
Heugas
Mées
Narrosse
Œyreluy
Rivière-Saas-et-Gourby
Saint-Pandelon
Saint-Paul-lès-Dax
Saint-Vincent-de-Paul
Saugnac-et-Cambran
Seyresse
Tercis-les-Bains
Téthieu
Yzosse

Communauté de communes Terres de Chalosse

Goos
Gousse
Hinx
Onard
Préchacq-les-Bains
Saint-Jean-de-Lier
Vicq-d'Auribat

Communauté de communes du Pays Tarusate

Audon
Bégaar
Pontonx-sur-l'Adour
Tartas

Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud

Saubusse

En rouge sont indiquées les communes soumises à un PPRI.

Annexe 2

Composition des comités de pilotage et technique

Membres des comités de pilotage et technique :

- Les 28 communes (Angoumé, Audon, Bégaar, Candresse, Dax, Goos, Gousse, Hinx, Heugas, Mées, Narrosse, Œyreluy, Onard, Pontonx-sur-l'Adour, Préchacq-les-Bains, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Jean-de-Lier, Saint-Pandelon, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Vincent-de-Paul, Saubusse, Saugnac-et-Cambran, Seyresse, Tartas, Tercis-les-Bains, Téthieu, Vicq-d'Auribat, Yzosse)
- Les 4 EPCI-FP (communauté d'agglomération du Grand Dax, communautés de communes du Pays Tarusate, communauté de communes Terres de Chalosse, communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud)
- Les 5 syndicats de rivière (syndicat des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus, syndicat mixte du bassin versant de la Midouze, syndicat du bassin versant des Luys, syndicat du moyen Adour landais, syndicat mixte de l'Adour maritime et ses affluents)
- La DREAL Nouvelle-Aquitaine
- La DDTM des Landes
- Le Département des Landes
- La Région Nouvelle-Aquitaine
- L'agence de l'eau Adour-Garonne
- Les porteurs de SCoT (CAGD, CCPT, MACS et PETR Adour Chalosse Tursan)
- Le service départemental d'incendie et de secours des Landes
- Les représentants des commissions locales de l'eau des 3 schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (Adour amont, Adour aval et Midouze)
- La SEPANSO
- Les opérateurs réseaux (Orange, ENEDIS)
- Les chambres consulaires (chambre d'agriculture, chambre de métiers et de l'artisanat, chambre de commerce et d'industrie)
- La SNCF